

Éditorial

Après dix ans de parution... La Voie du FLNKS change de nom et devient *La Voix de Kanaky*. Plus que jamais, le journal se veut unitaire. C'est la parole de tous les militants de la mouvance indépendantiste, adhérant ou pas à un parti politique. C'est, également, la voix de ceux qui sont engagés dans les forces vives. En terme de message, *La Voix de Kanaky* s'adresse d'abord à tous ceux qui, naturellement, souhaitent que le pays accède à la pleine souveraineté.

« 2018, c'est possible! », c'est le message d'espoir, de conviction et de mobilisation que brandit haut et fort le journal.

La Voix de Kanaky, veut aussi relayer le message de la construction d'un destin commun qui ne peut être abouti comme souhaité par l'Accord de Nouméa, sans une reconnaissance de l'identité kanak au sens sociétal et civilisationnel. Pour reprendre les termes du préambule de l'ADN : « La décolonisation est le moyen de refonder un lien social durable entre les communautés qui vivent aujourd'hui en Nouvelle Calédonie, en permettant au peuple kanak d'établir avec la France des relations nouvelles correspondant aux réalités de notre temps ».

Le référendum de 2018, doit par principe convier le seul peuple colonisé à se prononcer sur son droit d'autodétermination, mais les discussions politiques précédant l'Accord de Nouméa ont intégrés les victimes de l'histoire, ce qui a posé le concept du destin commun. Cependant l'écho des réalités dans le pays nous renvoie à chaque instant les difficultés vécues au quotidien par une partie de la population, celle, la plus démunie; d'ailleurs les

Suite p.2

LE PEUPLE EST EN MARCHÉ

2018 c'est possible



Photo Geronimo Bally



Photo Yvon maine



Photo Yvon maine

DANS CE NUMÉRO

POLITIQUE ET SOCIAL

La renaissance d'une dynamique militante..... 2

L'actu du pays dans la marche vers 2018..... 3

Le 5 mai, on ne peut pas oublier 3

Des électeurs kanak placés sur le tableau annexe, cela est inadmissible!..... 4

Kalexpo 4

Le Pen ou Macron..... 5

Interview..... 5

ECONOMIE ET SOCIAL

La crise calédonienne..... 6

Le Premier Mai 2017..... 6

INTERNATIONAL

Collectif Solidarité Kanaky .. 7

La Corse « soutien à la Kanaky » 7

ÉCOLOGIE

Poulet lavé au chlore..... 8

Mangroves..... 8

Charte de l'éthique industrielle et commerciale..... 8

Suite éditorial

statistiques parlent d'elles mêmes. Des exemples : 20 % de la population vivent en dessous du seuil de la pauvreté, une population carcérale constituée de plus de 90 % de kanak etc... Et à un autre niveau, la Voix de Kanaky fait le constat de la résistance de l'État sur la problématique des listes électorales. Pas étonnant, s'agissant d'une consultation mettant en jeu la présence de la France dans la région. Pour autant comment peut-on envisager une décolonisation réussie, quand des droits fondamentaux reconnus au niveau international, sont

volontairement ignorés pour tenir compte d'un contexte historique. Au-delà des débats, la Voix de Kanaky se fera aussi le relais de l'actualité rythmant la vie du pays, pour aussi apporter son approche ou son point de vue critique. Favoriser la démocratie participative c'est aussi permettre l'écho d'une autre vision, pour à chaque fois adapter le changement ou l'évolution, aux conditions objectives du terrain.

A un an de 2018, toutes les voix s'élèvent dans le pays pour dire ce que chacun pense ou propose pour la consultation

de 2018, la Voix de Kanaky fait le choix de continuer à exprimer haut et fort l'espoir d'un peuple de voir ses droits reconnus au-delà des belles formulations. Tant que la question des 25 000 kanaks non inscrits ne sera pas réglée, comment envisager une décolonisation réussie pour demain? Comment faire pour que 2018 puisse fermer définitivement la parenthèse de la colonisation?

La rédaction

La renaissance d'une dynamique militante

C'était Antonin Artaud qui disait que « l'histoire des peuples est l'histoire de la trahison de l'unité ».

Cette unité que le peuple kanak a pu matérialiser en créant le Front de Libération National Kanak et Socialiste (FLNKS) le 24 septembre 1984.

Autour de cette structure les partis politiques, et toutes les forces vives du pays Kanak se sont retrouvés pour travailler ensemble sur un seul projet; **l'indépendance de la nation KANAKY.**

30 ans après, à l'aube des échéances alors que l'unité de la mouvance indépendantiste est plus qu'indispensable, le bureau politique du FLNKS prend la décision d'annuler le congrès à Saint-Louis sous prétexte que « la charge émotionnelle » y est trop grande.

L'association MWA NI DJEU qui réunit les militants indépendantistes et nationalistes du Mont-Dore a réagi le 28 février 2015 et décide de maintenir un rassemblement à Saint-Louis, car l'unité de la mouvance indépendantiste s'impose devant les enjeux sociopolitiques de la sortie de l'Accord de Nouméa.

Rappelons qu'à ce congrès, l'ouverture aux nationalistes et aux autres partis politiques indépendantistes, était à l'ordre du jour.

Pour un espace de paroles

Unaniment et au terme des discussions, les militants ont acté qu'il était urgent de créer une passerelle entre les élus indépendantistes et la base militante. Dénommé comme un espace

de parole militante et surtout une plateforme commune qui réunit toutes les forces vives du pays, conformément à la charte du FLNKS adoptée en 1984; le Rassemblement des Indépendantistes et Nationalistes (RIN) voit le jour ce 28 février 2015 et programme plusieurs événements.



Actions et rôle du RIN

► **Deux rassemblements** ont suivi celui du 28 février. Le 16 mai de nouveau à Saint-Louis et le 21 novembre 2015 à Moindou. Les militants ont dressé un bilan de l'accord de Nouméa à un niveau économique, éducatif, foncier et surtout soulevé le problème du corps électoral pour la consultation de 2018.

► **Deux mobilisations** : devant le Haussariat le 20 avril 2016 et au kiosque à musique le 30 mars 2016, pour dénoncer la problématique posée par le corps électoral.

► **La marche du 26 octobre 2016** qui rassemblera plus de 5 000 personnes

dans les rues de Nouméa pour prôner l'inscription automatique et sans condition des kanaks sur la liste spéciale référendaire.

Le RIN s'organise et travaille en collaboration avec plusieurs structures, associations, syndicats et partis politiques sur la question du corps électoral.

Il devient une organisation militante qui s'accroît autour d'un noyau actif et se réunit quotidiennement tous les mardis depuis 2 ans maintenant. Dépourvu volontairement d'un bureau hiérarchisé il est doté d'un cadre qui structure et coordonne le travail autour de la problématique des corps électoraux et plus spécifiquement sur la consultation de 2018.

Le RIN se veut être la voix libre, l'éveil et l'unité du peuple au-delà des partis politiques, leur permettant de s'exprimer, de se questionner, de proposer dans le seul objectif de faire accéder le pays à sa pleine souveraineté.

En s'appuyant sur des éléments chiffrés et réels, le RIN propose et organise des méthodologies de travail, il s'autorise ainsi à considérer les différents pronostics qui se profileront en 2018.

Loin des appareils politiques institutionnels, le RIN agit et compose sa stratégie sur le terrain en redynamisant le militantisme.

Soyons acteur de notre avenir, construisons une société d'hommes de valeurs en mesure d'apporter à son pays ce dont il a besoin et devenir des hommes libres de demain.



L'actu du pays dans la marche vers 2018

A l'aube du référendum d'auto-détermination, beaucoup d'alarmes s'invitent sur les feux de l'actualité. Depuis un peu plus de deux ans maintenant, tout le monde crie à la crise avec la chute des cours du nickel. Ces dernières semaines, c'est le système de protection sociale (la Cafat) qui menace d'être en cessation de paiement, notamment pour certaines caisses, celle la plus populaire, la caisse maladie. On annonce un besoin urgent de 4 milliards en trésorerie. Depuis deux ans aussi, les incendies se multiplient comme par hasard dans les zones industrielles de la capitale. On les classe bien souvent dans les faits divers et la presse épilogue peu sur la suite. L'insécurité prend, elle aussi, énormément de place dans l'actualité avec des pointes dans certaines localisations telle la tribu de Saint Louis, Canala, ou encore Thio. On va dire que c'est parce que, dans ces endroits, les faits persistent dans le temps. Mais, il y a aussi d'autres faits qui se sont déroulés en pleine ville à Nouméa, pas forcément à l'initiative des jeunes kanak (cela dit en passant). Néanmoins, on va admettre que l'insécurité fait partie des problématiques à gérer sachant que c'est aussi une réalité connue par d'autres pays de part le monde, à l'exemple récent de la Guyane!!!

Construction d'une nouvelle nation

A côté de ces problématiques, on oublie de dire que le pays, lui, continue à poser ce qui va aider demain pour l'organisation et la construction de la nouvelle nation. A l'exemple des

différents schémas qui ont été votés par le congrès en 2016 : le projet éducatif, le schéma de transition énergétique, le plan Do Kamo, le schéma d'aménagement NC 2025, etc. Ces documents-cadres constituent malgré tout des indicateurs d'avancée dans cette volonté de donner un peu plus de sens et de cohérence dans les politiques publiques. C'est une grande nouveauté dans la gestion du pays, et on le doit à l'évolution politique du pays commandée par l'Accord de Nouméa, cet accord politique voulu par les indépendantistes.

Sur le plan économique, plusieurs analyses ont posé les limites de ce choix d'une société industrialisée avec la construction de deux usines supplémentaires de nickel (Vale et KNS) confirmant ainsi la tendance de la mono production de la ressource naturelle, non renouvelable qu'est le Nickel. Or, tout le monde sait les limites de l'économie cyclique du nickel avec par exemple la forte dépendance aux cours mondiaux et des stratégies complètement extérieures au pays...

De plus, l'Accord de Nouméa commande le transfert de compétences, ce qui veut dire anticiper sur les moyens à mettre en œuvre pour en assurer les financements (jusqu'à-là assuré par la mère patrie). Donc la diversification de l'activité économique, cela devient un impératif.

Manque de volonté politique

Manifestement, la volonté politique a manqué parce que le pays dispose de la ressource à développer pour contrebalancer le seul poids du nickel

dans la balance des exportations. L'économie bleue, le tourisme, les possibilités d'autonomie alimentaire par un développement conséquent de l'agriculture locale... Ces secteurs font l'actualité de ces derniers temps, dans la rubrique économique de la plupart des médias locaux et de la « valse » des conférenciers.

Sur le plan social, les grandes grèves qui bloquaient des secteurs entiers pendant plusieurs semaines voire des mois ont laissé place aux premiers pas du dialogue social institué par le gouvernement il y a quelques années de cela. Le contre-pouvoir peut aussi s'organiser à l'intérieur même de chaque entreprise sans amener le grand public, par des blocages d'accès routier ou autres...

En conclusion de ce balayage très bref de l'actualité du pays sur les grands dossiers, c'est d'affirmer que la construction de Kanaky confirme de jour en jour des nouveaux pas difficilement car l'histoire de ce pays exige de fait que tout soit le résultat d'une négociation. Le mouvement indépendantiste a obtenu les grandes avancées de son combat aussi par la négociation. A deux ans du référendum, cette capacité de négociation doit être renforcée par de la hauteur de vue pour optimiser les données du terrain.

Faire de chaque jour un nouveau pas vers un véritable changement, c'est savoir dynamiser les données objectives du terrain, pour à chaque fois s'approcher des orientations que l'on s'est données pour poser les bases de la Kanaky de demain!!!



Le 5 Mai, on ne peut pas oublier ...

Cette période d'élection présidentielle ravive encore plus « l'opération Victor » qui a anéanti à Ouvéa, la vie de 19 jeunes et pères de famille. Et ce 5 mai est précédé du 4 mai de l'année suivante où 3 grands militants tombaient à Wadrilla : Jean Marie, Yéweiné et Djoubelly. Nous le savons l'État français n'est pas sans responsabilité dans ces tueries jamais mis au grand jour pour cause d'une amnistie. La voix de Kanaky demande à toute la population du Pays de se souvenir.

En 2018 année du référendum cet évènement aura 30 ans. Les populations d'Ouvéa vont se mobiliser pour faire de ces 30 ans un temps fort. Les 19 combattants ont fait de la résistance pour faire pression sur l'État français pour qu'il déclare l'Indépendance du Pays. En 2018, cette résistance ne peut pas rester vaine. Honorons tous ces grands militants en accomplissant toutes nos démarches pour pouvoir voter massivement et prendre la souveraineté de notre Pays en construisant KANAKY.



Des électeurs kanak placés sur le tableau annexe, cela est inadmissible !

En mairie de Nouméa, 190 électeurs kanak sont placés, cette année, sur le Tableau Annexe par les commissions administratives spéciales (CAS). Ils ont été traités comme des expatriés, considérés comme venant d'arriver en Nouvelle Calédonie, et se retrouvent placés sur la liste des électeurs NON ADMIS à voter aux élections provinciales, liste appelée par l'État TA.

Ces 190 électeurs kanak auraient dû être placés sur la liste spéciale provinciale (LES-P) leur permettant de voter lors des élections provinciales et les identifiants « CITOYEN » de la Nouvelle Calédonie. Pourquoi en est-il ainsi? Pour nous, délégués indépendantistes qui siégeons dans les CAS, plusieurs causes sont possibles :

1 – Les électeurs kanak venus s'inscrire pour la première fois en mairie et manquant d'information, n'ont peut-être pas eu en mairie, le formulaire spécial à remplir. Il faut savoir que faisant la démarche de s'inscrire sur la liste électorale générale, cela, ne donne pas l'automatisme pour être sur la liste spéciale provinciale.

2- Les personnes mieux informées lors de leur démarche en mairie, réclament d'être inscrites sur les 2 listes : la liste générale (LEG) et la liste provinciale (LES-P). Mais avant de faire remplir le formulaire pour la LES-P, les agents de mairie demandent d'apporter des justificatifs de présence en Nouvelle Calédonie de 1988 à 1998. Cette demande, nous le savons, déconcerte le futur électeur : pourquoi être obligé

de prouver qu'on est bien du Pays puisqu'on y est né, on n'a jamais quitté le Territoire...? Bien souvent, les personnes ne rapportent pas de justificatifs en mairie. Sans formulaire rempli, Ils sont classés par les CAS comme « n'ayant pas déposé de demande! », les CAS ne les inscrivent donc pas sur la LES-P. Ils restent sur le TA!

A toutes ces populations kanak faisant une démarche en mairie pour une première fois, il suffirait de leur demander de rapporter une attestation de leur chef de clan visée par l'OPC (l'officier coutumier) et bien sûr de leur faire remplir, lors de leur première démarche, le formulaire nécessaire pour être proposé aux CAS.

Tout cela est bien compliqué direz-vous!


Mais quel que soit la cause, la VOIX DE KANAKY s'élève contre cette façon de considérer la population kanak l'empêchant de figurer sur la LESP et d'être CITOYEN de la Nouvelle Calédonie. En 2017 à Nouméa, 190 électeurs ont été placés au Tableau Annexe! Ce chiffre ne concerne que la commune de Nouméa... Qu'en est-il dans les 33 communes du Pays?

La commission Politique et Citoyenneté du FLNKS et NATIONALISTES, durant cette période d'affichage des listes électorales provisoires en mairie, a voulu faire un test à partir des 853 électeurs kanak du tableau annexe de Nouméa connus en 2016 pour vérifier ce qu'il en est en 2017 et pour rechercher leur présence ou non sur la liste du référendum (LES-C).

Voici les résultats de nos travaux sur 853 électeurs du TA 2016 de Nouméa

- 111 l'ont quitté et sur ces 111 électeurs, 40 sont absents de la liste du référendum (LES-C)
- Sur les 190 nouveaux mis au TA, 27 sont absents de la LES-C
- Au total, en 2017, 932 électeurs kanak figurent au TA de Nouméa. Sur ces 932, 150 sont absents de la LES-C soit 16,09 %. Ces chiffres sont quelque peu inquiétants même s'ils concernent qu'une petite quantité d'électeurs.

Ce test donne au moins la certitude d'une réelle absence de kanak sur la LES-C alors même qu'ils figurent sur la liste générale, situation quelque peu troublante! Cette même étude est à poursuivre pour l'ensemble des kanak figurant sur la liste générale 2017 qui compte 188976. La VOIX DE KANAKY s'élève contre cette façon de considérer le peuple premier, seul peuple colonisé du Pays. L'ensemble de ce peuple doit être « citoyen » dans son pays, donc tous doivent figurer sur la LES-P et tous doivent être mis sur la LES-C pour pouvoir faire usage de leur droit à l'autodétermination tel que prévu par l'ONU.

La VOIX DE KANAKY invite tous les responsables politiques indépendantistes à traiter avec l'État français pour qu'enfin, soit mis fin à cette situation découverte et dénoncée depuis 2008 par des militants siégeant dans les CAS à Nouméa et d'agir pour que tout kanak quel que soit son statut soit inscrit sans condition sur la liste pour le référendum. 

Kalexpo


Association des gens d'ici au Vanuatu

7 janvier 2017, La première association calédonienne voit le jour, au Centre Culturel du Vanuatu, prolongement d'un projet culturel et artistique réalisé en 2014, porté par le programme des services volontaires océaniens. Ce projet à fortes valeurs humaines, a été pensé de manière à ce que les patrimoines culturels de la Nouvelle-

Calédonie notamment Kanak, soient conservés, soient protégés et surtout soient mis en valeurs en pays mélanésien, au Vanuatu. A l'issue de toutes les actions menées par les membres du collectif Kalexpo, ils ont souhaité se constituer en association dans le but initial d'avoir une existence juridique et de mettre en exergue à long



termes les projets culturels et artistiques de la Nouvelle-Calédonie dans toutes ses formes.

L'idée principale est d'être la vitrine et l'interface des pays mélanésien et du monde en vue de développer des projets communs et de faire rayonner l'identité et la culture calédonienne au sein de la république du Vanuatu. 

Le Pen ou Macron, un choix hautement complexe pour la droite coloniale le second tour des Présidentielles...

Cet article est écrit au moment où tout le monde découvre les résultats du 1er tour des élections présidentielles françaises du 23 avril 2017. Des résultats présentés et commentés comme étant historiques sur beaucoup de points.

Pourtant, le duel LE PEN/MACRON au 2e tour n'est pas surprise dans la mesure où depuis un certain temps, les sondages avaient prédit cette hypothèse comme la plus plausible. Le contexte politique et social marqué par le rejet d'une classe politique traditionnelle « pourrie » dans lequel se trouve la France ne peut qu'aboutir inexorablement à ce résultat... En Nouvelle Calédonie, même si l'influence des sondages n'existe pas, les résultats étaient également prévisibles au vu de la particularité du pays. Le taux d'abstention avoisine 53 %. Le Pen talonne Fillon.

Si l'on se projette pour le second tour qui aura lieu le dimanche 7 mai, MACRON va gagner largement (à plus de 60 %) contre LE PEN au nom du Front Republicain. Chacun devra se jus-

tifier de ce choix. Pour les uns, ce sera avec « la mort dans l'âme », et les autres, « il n'y a pas d'autre alternative face aux fascistes ».

Par contre, en Nouvelle Calédonie, il sera intéressant de connaître les positions des responsables de la droite coloniale par rapport à LE PEN. Avec un acquis de 25 286 voix, ce vote en faveur de l'extrême droite au premier tour risque d'accroître d'une manière substantielle au vu des positions déjà annoncées ou ambiguës de certaines personnalités de la droite coloniale. Pascal Vittori s'est déjà exprimé clairement pour la candidate d'extrême droite; Sonia Backès et Harold Martin ont emprunté le même chemin mais d'une manière indirecte.

Le choix des « calédoniens », électeurs traditionnels loyalistes au second tour ne va porter ni sur un programme économique et social des candidats mais ni sur la question de l'indépendance. A part de la déclaration polémique considérant la colonisation comme un crime contre l'humanité faite par Emmanuel

MACRON à l'occasion de son passage en Algérie en février de cette année, laquelle déclaration qu'il convienne sérieusement de contextualiser, il n'y a pas de divergence fondamentale entre les deux candidats qualifiés pour le second tour. Tous les deux militent pour une Calédonie bien ancrée dans l'ensemble français.

Par contre, comme au premier tour, le choix des « calédoniens » sera conditionné par la radicalisation du discours sur l'insécurité et la délinquance. Influencé par des propos tenus par certains « chefs de guerre », pour beaucoup, la lutte ouverte contre l'insécurité et la délinquance, c'est le rempart vital contre l'indépendance puisqu'apparemment, ces deux fléaux feraient partie d'une stratégie maléfique des indépendantistes...

Cela étant, le choix au second tour des présidentielles appartient bien aux français, pas à ceux dont il a été imposé la nationalité française et donc qui ne sentent pas français!



Interview

La Voie de Kanaky : Comment t'appelles-tu?

Laurenzia : **Laurenzia WAMYTAN**
Quel âge as-tu? 19 ans

Que penses-tu de la politique en Nouvelle-Calédonie? La politique c'est trop grand pour moi, je m'informe mais j'ai du mal à comprendre ce qui se dit et surtout ce qui se fait. Quand je dis « sur ce qui se fait », c'est l'impact direct sur le quotidien de la population.

Peux-tu développer sur le quotidien de la population? J'ai envie de dire l'inégalité sur tous les bords, par exemple sur ce qui se passe à Ouégoa où des personnes dans des tribus n'ont pas d'eau pendant 3 semaines. Il y a ceux aussi qui cherchent des logements sociaux et qui patientent avec leurs enfants dans des voitures ou dans des squats pendant que les politiciens sont bien au chaud dans leur lit douillet.

Penses-tu que c'est de la faute des politiciens? Pas forcément mais je pense que les postes qu'ils occupent sont faits ou leurs sont donnés pour qu'ils



aient la préoccupation première du bien être de leur peuple et surtout de ceux qui les ont élus.

Pour toi c'est quoi le politicien idéal?

Le politicien idéal pour moi c'est celui qui s'est d'où il vient, celui qui va sur le terrain à la rencontre des jeunes pour leur raconter toutes les histoires passées sur la lutte du peuple Kanak. C'est celui qui fait ce qu'il dit et surtout qui n'oserait jamais faire de promesse sans les tenir. C'est aussi un homme ou une femme qui se respecte en tant qu'élu c'est à dire montrer le bon exemple comme : ne pas s'afficher en public complètement saoul, respecter son code de la route et surveiller sa posture en publique.

As-tu un message sur la consommation abusive d'alcool? Moi je suis une grande fêtarde et je consomme aussi de l'alcool mais je sais me contrôler et je sais surtout quand j'arrive à un point où je dois rentrer à la maison. Mon message c'est que LES FERMETURES D'ALCOOL ne servent à rien, il y a des marchés noirs dans tous les re-

coins du Pays. Il en va de la responsabilité de chacun d'entre nous de se maîtriser et il faut toujours un minimum d'organisation afin que tout le monde puisse rentrer sain et sauve chez lui.

Laurenzia sais-tu ce qui se passera en 2018? Je pense qu'il y a le référendum

C'est quoi le référendum pour toi? Je ne sais pas exactement ce que c'est en tous cas il me semble que l'on va demander à la population quel sera leur choix pour l'avenir du Pays.

Et toi quel est ton choix pour l'avenir de ton Pays? J'y ai réfléchi mais je n'ai pas encore pris de décision, tout dépendra de ce qui va être bon pour le Pays. Moi, aujourd'hui je vois mon peuple triste. Nos poissons meurent, nos faunes crament, nos frères qui n'ont pas de travail (y en a pas assez de travail, ou y en a trop qui ne servent à rien!), qui n'ont pas de logement et la vie elle est beaucoup trop chère ici.

As-tu confiance en la jeunesse de ton Pays? Oui il faut juste leur donner les moyens de s'en sortir, les former et ne pas les laisser dans la merde dans laquelle ils sont, même si je sais que certains ne sont pas défendables.

Cependant je dirai que c'est à nous, les frères, les sœurs, les mamans, les papas, les vieux qui devront s'organiser ensemble pour relever la jeunesse égarée.

Laurenzia nous savons que tu es maman d'un petit garçon de 2 ans. Comment vois ton Pays dans 25 ans? Franchement, on ne va pas se mentir, j'ai peur d'imaginer le Pays dans 25 ans et je sais que je ne suis pas la seule à avoir peur. Quand je vois la hausse du chômage dans un si petit Pays, le nombre de morts sur les routes par années, le taux d'incarcération qui représente plus de 90 % des frères Kanak, je me dis MAIS OU ON VA ? Qu'allons-nous devenir nous notre génération et que va devenir celle qui nous suit parmi laquelle se trouve mon fils et plusieurs de mes petits frères et petites sœurs ? Sinon je garde tout de même la foi, car ce que nos enfants auront besoin de voir dans nos yeux, c'est l'espoir d'une vie meilleure.

Laurenzia as-tu un dernier message à faire passer à l'ensemble de nos lecteurs? Prenez soin de vous, de vos enfants, l'essentiel c'est notre santé et que Dieu vous bénisse.



Le 30 mars 2017, l'association NgereK donnait la parole à Mathias Chauchat, professeur à l'université du pays, sur le sujet de la réponse calédonienne à la crise.

L'économie calédonienne est en effet passée d'un *boom* économique à une croissance *zéro* en 10 ans. La réponse de la majorité de droite au Congrès et du gouvernement Germain a été très classique : une nouvelle augmentation des dépenses publiques. Cette stratégie repose, à la base, sur une pensée économique « néo-keynésienne » qui cherche à compenser les périodes de ralentissement par une hausse des dépenses pour « relancer ». C'est déjà un peu problématique, car la Calédonie ne cesse d'augmenter ses dépenses publiques et ses déficits, même en situation de *boom*. Mais la manière dont ils l'ont fait pose encore plus de questions : il s'agit d'enrichir les riches pour qu'ils investissent et que les pauvres en bénéficient par les retombées sur l'emploi. C'est ce qu'on appelle en économie la « *trickle down economics* », « l'économie du ruissellement » en français. Cela vient de Reagan et des conservateurs américains. L'exemple qui l'illustre bien est celui de la défiscalisation du logement intermédiaire qui exonère les riches de l'impôt sur le revenu pour qu'ils augmentent leur patrimoine en contrepartie des emplois du BTP. Le coût est pharamineux. Il représentera 15 % de l'impôt sur le revenu de tout le pays pendant 5 ans, sans doute donné à moins de 2000 familles.

Outre la perte massive de recettes, la conséquence, ici comme ailleurs,

est l'explosion des inégalités avec une ampleur qui risque sérieusement de compromettre le destin commun. Cette concentration des richesses entretient la hausse des prix du logement et freine en réalité la consommation, car les riches exportent leur épargne en dehors du pays (importations, voyages, etc.). Les riches en Calédonie ne « *contribuent ainsi plus aux charges communes en fonction de leurs capacités* », comme l'exige la Déclaration des Droits de l'Homme et

du Citoyen. La solidarité est en train de disparaître dans le pays.

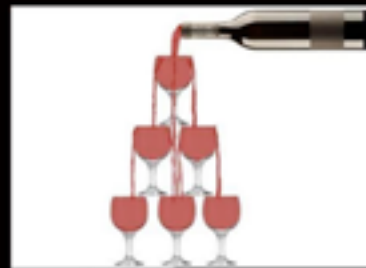
On augmente aussi la dette du pays, de manière déraisonnable, on laisse se creuser les déficits sociaux, notamment du RUAMM mais aussi de tous les régimes de la CAFAT, on multiplie les cadeaux fiscaux, on subventionne tout et le budget du pays n'est sans doute déjà plus sincère. Cette politique n'est évidemment pas

durable; il y a un tour de magie. En fait, on fait comme si tout allait

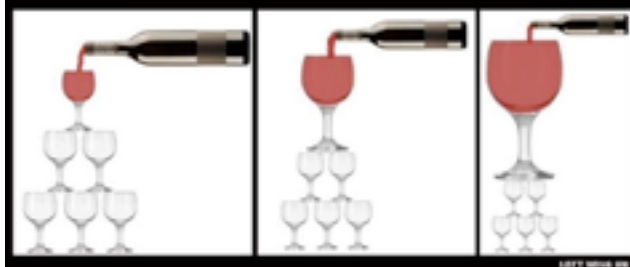
Les riches en Calédonie ne « contribuent ainsi plus aux charges communes en fonction de leurs capacités »

L'économie du ruissellement

Comme on la présente



Comme elle fonctionne en vrai !



bien, on gagne du temps jusqu'au référendum sur l'émancipation du pays. Il n'y a qu'un plan A : dépenser toujours plus pour que l'illusion dure et choisir la France, qui tendrait alors la main à ce pays qui aurait si bien voté et boucherait les trous. Outre qu'il n'y a aucune garantie à ce que ça se passe ainsi, cette attitude aventureuse est aux antipodes d'une démarche de responsabilité, de solidarité et d'émancipation du pays. Au contraire, il faut savoir affronter les problèmes, les résoudre ensemble en pensant à notre destin commun et avoir enfin le courage de réformer. 🌱

Le Premier Mai 2017


Comme tous les 1^{er} mai, L'USTKE est la seule organisation syndicale au Pays à commémorer cette fête internationale des travailleurs dans les rues de la capitale. Via cette tribune, l'USTKE appelle tous les Travailleurs Kanak et Exploités à venir marcher, dénoncer l'exploitation, la profitation (LKP). Chez nous, comme en Guyane, en Guadeloupe, en Corse ou dans d'autres colonies, nos Pays sont riches, mais pour les riches, les exploités. Nous

ne voulons pas de l'assistanat, ni de la crase des usines, mais un vrai partage des richesses, le REEQUILLIBRAGE A TOUS LES NIVEAUX! Et cela ne peut aboutir tant que nous sommes sous la tutelle coloniale d'un autre Pays.

Le 1^{er} mai 2017, à la veille du référendum de 2018, où les inégalités sociales persistent et s'aggravent, où plusieurs milliers de kanak sont absents de la liste référendaire, il nous faut une mobilisation forte. 🌱



Collectif Solidarité Kanaky⁽¹⁾

Le Collectif Solidarité Kanaky était présent, comme tous les ans à la Semaine anticoloniale⁽²⁾. L'occasion d'échanger sur les évolutions politiques et sociales de la situation en Kanaky mais aussi renforcer la Solidarité en France sur la lutte du peuple kanak au vue du référendum en 2018. L'issue du scrutin dépendra des calédoniens, mais l'État doit être sincère. En tout cas le Collectif fera connaître à la population française, aux institutions, voire, via les réseaux sociaux, d'organismes internationaux la façon dont l'État traite le dossier calédoniens, et particulièrement du devenir de la population kanak. 

(1) Ce Collectif contient : L'AISDPK, la représentation de l'USTKE en France, Le MJKF (Mouvement de Jeunes Kanak en France), la CNT, la CEDETIM, la Fondation Franz Fanon.

(2) Ce Collectif fait partie intégrante du mouvement « sortir du colonialisme » qui organise chaque année la semaine anticoloniale à Paris (conférences, débats, manifestations.) où sont représentés les principaux mouvements de lutte de libération des peuples en lutte (Palestinien, kurde, tamoule, corse).



La Corse « soutien à la Kanaky »

« En 2018, le peuple kanak pourrait enfin avoir l'occasion de se prononcer sur son avenir dans le cadre d'un référendum d'autodétermination. Un long chemin a été parcouru depuis les tragédies en Kanaky dans les années 1980. Il est temps que la France entende la Kanaky. Et je demande solennellement au gouvernement de ne pas manquer un nouveau rendez-vous historique, d'agir enfin pour la reconnaissance et l'application du droit du peuple kanak à son autodétermination. »

Extrait de la Déclaration de Jean-Guy Talamoni, Président de l'Assemblée de Corse du 11 mars 2017. 



BULLETIN D'ABONNEMENT LA VOIX DE Kanaky

Je vous communique mes coordonnées :

Prénom.....
 NOM.....
 Adresse.....
 Code Postal.....
 Localité.....
 Pays.....

OUI, je souhaite m'abonner à la Voix de Kanaky

- 1an (6 numéros) soit 1000 cfp
 1 an abonnement de soutien (6 numéros) à partir de 3000 cfp ou 30 euros
 Si chèque en euro, 1 an (6 numéros) : 30 euros

A renvoyer accompagné de votre règlement à :
 BP 10 027-98837 DUMBEA NOUVELLE-CALÉDONIE
 Banque : SGCB - Compte : 18319 06711 43116927013 46
 à l'ordre de « L'ELAN des CONQUES »

PROTÉGER, PRÉSERVER l'environnement, la bonne santé de tous, pour Kanaky d'aujourd'hui et de demain, invite chacun à se responsabiliser. Le développement économique et industriel dans un petit pays comme le nôtre, invite encore à la PRUDENCE pour que soit RESPECTÉ l'environnement. Des réglementations plus fortes sont à définir pour que demain les populations du Pays Kanaky soient prises en compte et protégées.

Pensons à nos enfants !

*Les textes qui suivent sont une contribution d'un collectif pour l'environnement,
Coordilyne au journal « la voix de Kanaky »*

Non au poulet lavé au chlore !



- Il est nourri avec des OGM
- Son importation massive en Nouvelle Calédonie est une aberration environnementale à l'heure du changement climatique et un non-sens économique et politique à l'heure des grandes déclarations sur l'autosuffisance alimentaire

ans, positionnant le poulet au rang du 3^e produit agricole le plus importé dans le pays.

Nos voisins de Fidji sont un exemple de réussite et d'autonomie dans la filière poulet. En effet, ce pays interdit depuis très longtemps toute importation de poulets ou produits dérivés de poulets.

Vendue à un prix défiant toute concurrence cette viande n'en reste pas moins un « poison » pour les calédoniens :

- Ce poulet est interdit en Europe depuis 1997 (et aux Iles Fidji) pour des raisons sanitaires...
- Il est lavé au chlore avant exportation, et donc potentiellement cancérigène
- Il est élevé dans des conditions d'élevage déplorables : entassement des animaux, entraînant des maladies et l'usage intensif d'antibiotiques

En Nouvelle-Calédonie, la consommation de poulet par habitant est d'environ 40 kg/an. Qualifiée de « protéine pas cher » par nos élus, le poulet congelé, importé d'Amérique est la viande la plus consommée en Nouvelle-Calédonie, plus de 9000 tonnes/an pour un chiffre d'affaire de plus de 2 milliards de F CFP. Représentant en volume de 92 % de la consommation totale de poulets, son importation a augmentée de 25 % en 10

Le pays produit donc 100 % de sa consommation en poulets, et produits dérivés. Ainsi, en 2014, Fidji a produit près de 23000 tonnes de poulet et plus de 3500 tonnes d'œufs par ses propres moyens, pour une population de plus de 900000 personnes à laquelle il faut ajouter une fréquentation touristique de plus de 600000 personnes.

Un bel exemple de souveraineté alimentaire!



L'inscription des mangroves de Nouméa à la convention RAMSAR



La reconnaissance depuis le 26 juillet 2016 par l'UNESCO de l'importance de la préservation des mangroves dans le monde d'où la célébration d'une journée internationale pour la conservation des mangroves, à savoir que 86 des 669 réserves de

biosphère de l'UNESCO abritent des forêts de mangroves.

Les mangroves constituant des zones humides, elles sont parmi les écosystèmes les plus divers et les plus productifs. Elles fournissent des services essentiels et toute notre eau douce.

Toutefois, elles continuent d'être dégradées et transformées pour d'autres usages.

Nous souhaitons que les mangroves du grand Nouméa et prioritairement dans Nouméa soient inscrites à la convention de RAMSAR.



L'élaboration d'une charte de l'éthique industrielle et commerciale

Les conséquences engendrées par l'implantation d'installations industrielles comme l'usine de Goro, du Nord, mais aussi de la SLN depuis de très nombreuses années, avec toutes les conséquences environnementales que nous connaissons bien, ont incités à pousser la réflexion au-delà du simple contexte local. Les difficultés recensées sont de plusieurs ordres :

- » Il est très difficile pour les citoyens d'un petit pays, de faire face à un flot d'informations techniques surtout quand il s'agit de procéder, protégés par des secrets de fabrication.
- » L'impact économique est si puissant, que les populations, bien souvent

confrontées à de sérieux problèmes d'emplois, acceptent et attendent de tels projets sans conditions contraignantes.

- » Les tenants du pouvoir politique ont tendance à supporter ces projets tant le développement économique annoncé leur permet de renforcer leurs stratégies électorales. Les Nations se doivent de trouver des réponses planétaires à cette multitude d'axes de développements industriels en leur sein notamment dans les pays les plus gravement exposés à ce genre de risques.

La rédaction d'une charte de l'éthique industrielle et commerciale, assortie

de la création d'un bureau d'éthique industrielle (BEIC) et de son bureau de contrôle (BC) qui aurait la triple fonction :

- » Définir les niveaux d'impact environnementaux selon les régions
- » Étudier les études d'impact fournies par les industriels

» Assurer un contrôle de leurs déclarations

Il est grand temps dans notre pays de réglementer ce secteur du nickel pour un plus grand respect de l'environnement. Les dégâts sont nombreux. Les éboulements de terrain qui ont eu lieu dans la région de Houailou ne peuvent qu'interpeler tous nos responsables politiques.

